

Motion

N° 3

La Chambre des député-e-s

- considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;
- considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions des gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO₂ par tête d'habitant);
- considérant qu'il est urgent d'apporter aux schémas de production et de consommation dans le domaine économique les modifications qui permettront d'atteindre les objectifs à long terme de la convention et du protocole précités;
- considérant que les problèmes planétaires associés aux changements climatiques pourraient avoir une incidence considérable sur la production et sur la productivité de l'agriculture mondiale, réduire la diversité biologique, conduire à la disparition de terres cultivables et à des déplacements de population et provoquer l'augmentation d'un certain nombre de maladies transmises par vecteurs;
- considérant que les données scientifiques attestant le changement climatique pourraient présager des conséquences sociales, économiques et écologiques inacceptables dans les décennies à venir et que les pays en voie de développement seraient frappés plus durement par ces phénomènes causés avant tout par les pays industrialisés;
- considérant que cette situation incite à adopter une politique préventive afin d'atténuer les effets des changements climatiques dont seront concernées surtout les générations futures qui devront supporter les coûts des conséquences et qui seront confrontées à des coûts économiques beaucoup plus élevés pour la réduction des émissions;
- considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre;
- considérant que la consommation de carburants a une influence disproportionnée sur nos émissions;
- considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'il est le résultat du phénomène dit du "Tanktourismus";

- considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation des carburants d'ici 2010;

invite le Gouvernement

- à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène du "Tanktourismus";
- à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2010.



Camille Gira

Jean Huss



François Bausch

Renée Wagener



Robert Garcia

